

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/TE/R/10

3 décembre 2004

(04-5277)

**Comité du commerce et de l'environnement
Session extraordinaire**

RAPPORT RÉSUMÉ SUR LA DIXIÈME RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT

12-13 OCTOBRE 2004

Note du Secrétariat

1. La Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) a tenu sa dixième réunion les 12 et 13 octobre 2004 pour examiner l'ordre du jour contenu dans l'aérogamme annonçant la réunion (WTO/AIR/2372).

I. PARAGRAPHE 31 D) – RÈGLES DE L'OMC ET OBLIGATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES FIGURANT DANS LES AEM

2. Le représentant de l'Australie a présenté, au titre de ce point, une nouvelle communication de son pays (TN/TE/W/45). Ce document s'inscrivait dans la ligne de l'échange d'expériences sur la négociation et la mise en œuvre d'obligations commerciales spécifiques (OCS) dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM) qui avait eu lieu lors des réunions précédentes. Il prolongeait aussi le document TN/TE/W/7, dans lequel l'Australie avait proposé un moyen pratique, et non pas hypothétique, d'avancer au sujet de ce mandat de négociation particulier. L'Australie jugeait utiles les deux documents présentés par Hong Kong, Chine (TN/TE/W/28) et les États-Unis (TN/TE/W/40) au sujet de leurs expériences.

3. Dans sa communication, l'Australie avait choisi de se concentrer sur la Convention de Bâle, le Protocole de Montréal et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), car ces AEM étaient en vigueur depuis de nombreuses années, et les Membres de l'OMC les connaissaient bien. La coordination nationale entre les différents organismes et partenaires intéressés avait été décisive pour assurer une compréhension et une prise en compte entières des obligations internationales durant la négociation de ces AEM ainsi que lors de la mise en œuvre des OCS qu'ils contenaient. La communication indiquait les mécanismes qui avaient été mis en place pour que la coordination nationale ait lieu à tous les stades de la négociation, de la ratification et de la mise en œuvre. Durant la phase de négociation, la coordination avait été un processus interministériel impliquant tous les organismes compétents et comportant des consultations avec les partenaires intéressés tels que les gouvernements des États et des territoires, les organisations non gouvernementales (ONG), l'industrie et le grand public. Elle avait aussi consisté à inclure des représentants de nombreux organismes dans la délégation australienne aux conférences et négociations internationales.

4. Au stade de la ratification, il y avait un autre processus de consultations intensives, notamment lorsque les conventions étaient présentées au Parlement. Il s'ensuivait un examen approfondi par le Comité mixte permanent des traités. Il y avait aussi une "analyse de l'intérêt national", afin de déterminer pourquoi l'Australie devrait adhérer à une convention donnée, compte

tenu de toute une série de facteurs. Un processus de coordination analogue avait lieu au sujet de la mise en œuvre nationale des obligations internationales, adapté à l'accord et aux obligations en question. Dans le cadre de la Convention de Bâle, par exemple, le système de permis qui régissait le commerce des déchets dangereux était administré par le Département de l'environnement et du patrimoine. Des consultations avaient lieu avec tous les intéressés, y compris si nécessaire le Département des affaires étrangères et du commerce pour les questions qui avaient des incidences sur le commerce multilatéral ou bilatéral. De cette façon, le système de permis prescrit par la Convention de Bâle ou le système comparable prescrit par la CITES et le système de licences découlant du Protocole de Montréal avaient été conçus de façon compatible avec les obligations contractées par l'Australie non seulement au titre de ces AEM, mais aussi dans le cadre de l'OMC. La prise de décision fondée sur des données scientifiques jouait un rôle important dans la CITES aussi bien que dans le Protocole de Montréal et constituait un aspect essentiel de leur relation de soutien mutuel avec l'OMC. Les États-Unis étaient arrivés à une conclusion similaire lorsqu'ils avaient analysé la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable donné en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (Convention PIC), la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (Convention POP) et la CITES.

5. L'expérience australienne confirmait que la relation entre le commerce et l'environnement fonctionnait bien et qu'une coordination nationale efficace en était l'élément clé. L'harmonie entre les AEM et les obligations commerciales exigeait des mécanismes de bonne gouvernance. Les cinq ingrédients communs aux conventions auxquelles l'Australie était partie étaient les suivants: 1) consultations, c'est-à-dire concertation avec les intéressés, y compris l'industrie et les ONG; 2) coordination, afin que la main droite de l'État soit informée de ce que faisait sa main gauche; 3) législation, pour mettre en œuvre les conventions et faire en sorte que des comptes soient rendus au public; 4) information, pour que la prise de décision puisse reposer sur des données scientifiques et des avis techniques; et 5) transparence, afin que tous les partenaires comprennent l'étendue et les limites de leurs obligations.

6. Les représentants de l'Inde, de Hong Kong, Chine, des Philippines, du Brésil, de la Thaïlande, du Mexique, des États-Unis, de la Chine, de l'Argentine et de l'Indonésie se sont dits favorables à l'approche consistant à échanger des expériences. En outre, les représentants de l'Inde, du Brésil, de la Thaïlande et du Mexique se sont dits d'accord avec les États-Unis et l'Australie sur le fait que la compatibilité entre les différentes obligations internationales dépendait avant tout d'une plus grande coordination nationale. Le représentant de l'Inde a dit que les Membres devraient continuer à échanger des expériences nationales à la Session extraordinaire du CCE, y compris les pays en développement et les "demandeurs", car cela montrerait plus clairement comment le mandat fonctionnait concrètement. Le représentant des Philippines a approuvé le choix fait par l'Australie de trois AEM qui semblaient répondre aux critères proposés par la Colombie à la réunion précédente, ainsi que la conclusion énoncée au paragraphe 30 de la communication australienne. Les représentants du Brésil, de la Thaïlande et du Mexique ont aussi estimé que la relation entre les AEM et l'OMC fonctionnait déjà bien, et les représentants du Brésil et du Mexique ont approuvé les paragraphes 29 et 30 du document australien. Le représentant du Brésil a ajouté que l'échange d'expériences nationales n'en était encore qu'au tout début à la Session extraordinaire, puisque quelques communications seulement avaient été présentées jusque-là. Le représentant des États-Unis a jugé intéressante la façon dont le document australien démêlait certains éléments des AEM qui contribuaient à la relation de soutien qu'ils avaient avec les règles de l'OMC, tels que les procédures scientifiques et la participation de tous les intéressés, et a préconisé la poursuite des échanges d'expériences nationales.

7. Le représentant du Japon a dit que la coordination nationale était importante. Le Japon, qui avait toujours assuré une coordination intérieure pour les questions relevant de plusieurs ministères, estimait que la poursuite des échanges d'expériences nationales serait assurément utile à la Session

extraordinaire. Toutefois, même si les Membres jugeaient qu'il n'y avait pas de contradictions fondamentales entre les AEM et les règles de l'OMC, il serait utile d'étudier l'élaboration d'une "clause interprétative", comme le Japon le préconisait dans sa communication (TN/TE/W/10).

8. Le représentant du Taipei chinois a posé trois questions à l'Australie. La première concernait les paragraphes 13 et 20 de son document, où elle disait qu'elle avait mis en œuvre les permis et les obligations en matière de licences d'importation et d'exportation découlant du Protocole de Montréal et de la Convention de Bâle de façon conforme aux prescriptions contenues dans ces AEM et aux règles de l'OMC. Le Taipei chinois se demandait si cela voulait dire: de façon conforme à l'article XI du GATT. La deuxième question concernait le paragraphe 29 du document, où l'Australie disait qu'à son avis la relation entre les OCS et les règles de l'OMC fonctionnait bien. Le Taipei chinois se demandait comment l'Australie répondrait à l'argument selon lequel le fait qu'il n'y avait pas eu de conflit jusque-là ne signifiait pas nécessairement qu'il n'y en aurait pas à l'avenir. La troisième question concernait la déclaration de l'Australie selon laquelle les Ministres n'avaient pas chargé la Session extraordinaire d'apporter des changements à seule fin d'apporter des changements. Cela voulait-il dire qu'il n'y aurait pas de changements possibles en application du mandat énoncé au paragraphe 31 i)?

9. Le représentant du Chili a dit lui aussi que la coordination nationale était importante, non seulement pour la relation entre les AEM et l'OMC, mais également pour la relation entre les règles de l'OMC et tout ensemble d'obligations internationales. Il a indiqué qu'au sujet de la Convention sur la diversité culturelle qui était en cours de discussion à l'UNESCO, de nombreux Membres avaient pris des positions contradictoires par rapport à celles qu'ils préconisaient dans le cadre de ces négociations.

10. À propos du document australien, le Chili constatait qu'il était surtout axé sur la coordination nationale mise en place par l'Australie pour la mise en œuvre des obligations énoncées dans les AEM et se demandait comment le processus de coordination avait été engagé durant la phase des négociations. Deuxièmement, il trouvait intéressant que l'Australie doive mettre en œuvre ses obligations internationales au moyen d'une législation nationale. Au Chili, ce n'était pas le cas, puisque les obligations internationales étaient automatiquement mises en œuvre au moyen de simples réglementations et non d'une législation. Le Chili se demandait comment l'Australie répondait aux préoccupations des tiers lorsqu'elle transposait les obligations internationales dans sa législation intérieure. Troisièmement, il souhaitait connaître l'expérience de l'Australie concernant la mise en œuvre de la CITES et les raisons pour lesquelles elle s'était concentrée, dans son document, sur l'"évaluation du préjudice" au titre de cette convention. Avait-elle eu plus de difficultés avec cette disposition particulière qu'avec les autres AEM?

11. Le représentant du Sénégal a expliqué que son pays avait pris plusieurs mesures pour mettre en œuvre le Protocole de Montréal, y compris la mise en place d'un système de permis pour les substances qui appauvrissaient la couche d'ozone. Il serait utile à son avis que l'OMC reconnaisse le droit des Membres de mettre en œuvre les OCS inscrites dans les AEM auxquels ils étaient parties, de façon à assurer le respect de ce qui constituait un autre ensemble important d'obligations internationales. Les Membres qui n'étaient pas parties aux AEM n'étaient évidemment pas liés par ces accords.

12. Le représentant de la Corée a reconnu lui aussi l'importance de la coordination nationale, de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes lors de la négociation des AEM, ainsi que le fait que la relation entre l'OMC et les AEM fonctionnait bien. La Corée avait effectué quelque temps auparavant une étude afin de déterminer dans quelle mesure l'industrie nationale connaissait les OCS figurant dans sept AEM et était prête à les mettre en œuvre. Ces AEM étaient les suivants: Protocole de Kyoto, Convention de Bâle, Convention PIC, Convention POP, Protocole sur la biosécurité, Protocole de Montréal et CITES. La Corée avait constaté avec déception que le niveau de connaissance était assez faible, surtout dans les PME. L'une des justifications invoquées était que les

AEM étaient difficiles à comprendre. Même si elles n'avaient pas été confrontées à des conflits particuliers entre commerce et environnement, de nombreuses entreprises semblaient très préoccupées par le risque de différend commercial aux niveaux national et international au sujet des AEM. Elles espéraient que les États renforceraient leurs mécanismes d'échange d'informations et de consultation pour éviter les conflits. La Corée espérait que l'échange d'expériences nationales qui avait lieu à la Session extraordinaire permettrait de tirer des leçons utiles pour le soutien mutuel entre les règles de l'OMC et les AEM.

13. Le représentant des Communautés européennes (CE) a estimé que l'échange d'expériences nationales était un élément important de l'analyse plus détaillée qui devrait suivre au sujet de la relation entre les AEM et les règles de l'OMC. La première remarque que les CE souhaitaient faire au sujet du document australien concernait le paragraphe 4, où il était dit que la Session extraordinaire s'était mise d'accord sur les AEM qui contenaient des OCS. Elles ont rappelé aux délégations qu'il y avait d'autres AEM que les six qui avaient été mentionnés et qu'il était important d'examiner comment la coordination nationale se faisait aussi pour ces accords. Au sujet de la nécessité d'asseoir les AEM sur des bases scientifiques, la position des CE était que la formulation des mesures commerciales contenues dans un AEM devait être laissée entièrement à l'initiative de cet AEM. Les Membres de l'OMC avaient uniquement pour responsabilité de veiller à ce que la mise en œuvre des AEM auxquels ils étaient parties soit compatible avec les règles de l'OMC. C'était ce processus de mise en œuvre dont les CE souhaitaient discuter, eu égard notamment à la déclaration du Sénégal disant qu'il fallait veiller à ce que les Membres de l'OMC qui étaient parties à des AEM aient une latitude suffisante pour mettre en œuvre les obligations énoncées dans ces accords.

14. Le paragraphe 5 du document australien, qui disait clairement que la coordination nationale était importante, semblait tout à fait en accord avec l'un des principes exprimés dans le document des CE (TN/TE/W/39), à savoir: "Lorsque les gouvernements du monde entier mettent au point leur position pour la négociation d'AEM, il est souhaitable qu'ils tiennent compte des règles pertinentes de l'OMC afin d'assurer une synergie entre les deux séries de règles." Les CE estimaient donc que la Session extraordinaire était près de s'entendre sur un principe de "bonne gouvernance". Lorsque d'autres expériences nationales auraient été présentées, d'autres principes apparaîtraient pour étayer la relation entre l'OMC et les AEM.

15. Au sujet de la nécessité d'asseoir la prise de décision sur des bases scientifiques, les CE estimaient qu'elle était exprimée dans un autre principe énoncé dans leur document. Elles avaient fait valoir que la politique environnementale multilatérale devrait être élaborée dans les instances environnementales multilatérales et non à l'OMC, selon les compétences et le mandat respectifs de chaque organisme. Ce principe traitait donc déjà de la question de la prise de décision dans les AEM, ce qui montrait que l'échange d'expériences pouvait compléter l'approche théorique. Les CE se demandaient si les autres Membres voyaient des objections à ce principe et elles étaient prêtes à en discuter plus avant. Par ailleurs, elles avaient le sentiment que le document australien traitait avec un certain dédain les scénarios hypothétiques de conflit entre des AEM et les règles de l'OMC. Il n'y avait rien d'hypothétique dans les négociations prescrites au paragraphe 31 i). Les Ministres avaient formulé un mandat, auquel il fallait donner suite. Ce mandat allait au-delà du simple échange d'expériences. Le document australien pouvait aider à aller au-delà, mais avec une approche ascendante, de sorte que les CE l'accueillaient avec satisfaction. Elles espéraient que la Session extraordinaire pourrait progressivement "repousser les limites un peu plus loin" en discutant aussi de la coordination "internationale", ce qui était lié au paragraphe 31 ii).

16. Le représentant de la Suisse s'est dit satisfait que l'Australie ait fait part de son expérience, que l'administration suisse examinerait certainement avec profit. La Suisse était intéressée par les cinq principes énoncés par l'Australie: consultation, coordination, législation, information et transparence. C'étaient des concepts utiles dont les Membres pourraient s'inspirer pour ce débat. Toutefois, au sujet de la conclusion de l'Australie selon laquelle "tout allait bien" et du fait qu'il ne

fallait pas apporter des changements à seule fin d'apporter des changements, il était important de faire remarquer que, même si la coordination nationale était efficace, cela ne voulait pas dire qu'il n'y aurait pas d'autres problèmes. Il fallait aussi se pencher sur la coordination au niveau international et sur la "mise en œuvre" incompatible avec les règles de l'OMC. Le débat ne pouvait donc être clos avec le document australien. Dans le document des États-Unis, des observations intéressantes étaient faites quant à la nécessité de définir soigneusement les restrictions à l'exportation et les OCS, afin de s'assurer qu'elles reposaient sur des bases scientifiques, à la nécessité de s'occuper des procédures de modification des accords existants, etc. Il s'agissait assurément de notions utiles qui devaient être examinées plus avant.

17. La Suisse a tenu aussi à faire part de son expérience nationale. Avant de négocier un accord environnemental et d'élaborer une législation d'application, elle procédait à des consultations intensives. Ces consultations s'adressaient aux différents cantons ainsi qu'aux organisations compétentes au niveau fédéral. Les questions présentées au Parlement devaient être appuyées par les cantons. Il y avait une autre étape importante dans le processus consultatif: la consultation des ONG, du secteur privé et des particuliers intéressés. Des commissions parlementaires étaient également consultées et invitées à formuler leurs observations. La consultation précoce de ces commissions facilitait le processus de ratification, ainsi que l'élaboration de la législation d'application. La Suisse était prête à donner des renseignements complémentaires sur ses processus intérieurs si les Membres le souhaitaient.

18. Elle souhaitait toutefois appeler l'attention des Membres sur la façon dont la coordination nationale avait été mise en place au sujet du principe de précaution. Ce principe avait posé des problèmes particulièrement ardues pour la coordination nationale. La Suisse avait constaté que de nombreuses administrations différentes avaient des interprétations différentes de ce principe. Celles qui s'occupaient de la santé, des questions vétérinaires, de l'environnement et du commerce avaient toutes des visions différentes. On avait donc créé un groupe de travail interministériel chargé d'atteindre trois objectifs: 1) dresser un catalogue des critères d'application du principe, sur la base des obligations internationales et du droit international; 2) coordonner les différentes interprétations; et 3) élaborer des principes directeurs pour les négociateurs suisses des différents accords, au cas où ce principe serait en jeu. Le groupe de travail avait joué un rôle très utile et élaboré un document général sur le sujet.

19. Dans le cadre des négociations en cours, la Suisse estimait qu'il serait important de déterminer les principes qui pouvaient conduire au soutien mutuel, à l'absence de hiérarchie et à la déférence entre les AEM et l'OMC. La notion d'absence de hiérarchie était particulièrement ardue à appliquer, car chaque organisme (chargé de la propriété intellectuelle, de l'environnement, du commerce, etc.) tendait à penser que son domaine était le plus important. À propos du soutien mutuel, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) offrait un exemple particulièrement positif de la façon dont les objectifs d'un accord environnemental pouvaient aller de pair avec les règles de l'OMC. Alors que l'objectif de la CCNUCC était de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre et que celui de l'OMC était d'améliorer le bien-être économique, le développement durable avait été reconnu à l'OMC comme un objectif clé. En outre, il était reconnu dans la CCNUCC elle-même qu'il fallait un système commercial multilatéral ouvert, équitable et non discriminatoire ainsi qu'un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement. Le principe de déférence avait pour but d'éviter que des questions ne soient portées devant la mauvaise instance, simplement parce que c'était plus commode. Cela s'appliquait aussi au règlement des différends, car on était tenté de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC pour régler toutes sortes de litiges. Les Membres devaient se montrer attentifs à ces questions, afin d'éviter que les différents régimes juridiques n'interfèrent entre eux. Les principes proposés par la Suisse étaient relativement clairs, mais il y avait de la place pour la discussion. Même s'il n'y avait pas encore de problèmes, il pourrait y en avoir à l'avenir, et les Membres devraient veiller à la coexistence pacifique entre le système de l'OMC et celui des AEM.

20. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'il jugeait utile l'échange d'expériences nationales, ainsi que la coordination nationale, qui réduisait au minimum les risques de conflits entre les différents régimes juridiques. La prévention des conflits ou des problèmes était le premier et le meilleur résultat à obtenir de ces négociations, et la qualité des processus pouvait grandement contribuer à ériger des barrières protectrices et à réduire le besoin de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Comme l'avait fait remarquer l'Australie, la coordination nationale, tant lors de la négociation des AEM que lors de leur mise en œuvre, pouvait jouer un rôle essentiel de prévention des conflits, et la Nouvelle-Zélande avait d'ailleurs des processus analogues à ceux décrits par l'Australie. Durant la poursuite du débat sur les expériences pratiques, la Session extraordinaire pourrait examiner des expériences similaires de coordination et de procédures d'approbation au niveau international dans la négociation des AEM. La partie 6 du document australien, consacrée à un examen des aspects des OCS qui les aidaient à soutenir les règles de l'OMC, constituait en fait un bon point de départ. La Nouvelle-Zélande était d'accord avec les CE sur le fait que la Session extraordinaire ne devrait pas négocier dans cette instance des dispositions relatives aux AEM, mais qu'elle pouvait examiner les aspects des OCS qui aidaient à prévenir les conflits. Le paragraphe 31 ii) pouvait aussi contribuer à prévenir les conflits et devait être étudié.

21. Le représentant du Canada a jugé très utiles les documents des États-Unis et de l'Australie, qui démontraient l'importance de la concertation entre les services gouvernementaux compétents pour donner une perspective d'"ensemble du gouvernement" à la négociation des AEM. Le Canada avait mis en place au début des années 90 un processus de coordination analogue, qui avait aidé à informer les différents ministères et avait atténué leurs divergences, sans toutefois les faire entièrement disparaître. Il avait l'impression que, pour le Protocole sur la biosécurité, la Convention PIC et la Convention POP, les pays avaient passé beaucoup de temps à examiner les mesures commerciales à inscrire dans ces accords, et donc à éviter les heurts potentiels avec l'OMC. Malgré cela, il semblait que les pays qui adoptaient une position "coordonnée" étaient encore minoritaires, ce qui créait des risques de conflits. L'un des résultats utiles de ce mandat pourrait donc être de recommander aux pays de mettre en place une coordination nationale.

22. Le document présenté par la Convention sur la diversité biologique (CDB) (TN/TE/INF/9/Rev.1) rappelait aux délégations que les décisions des Conférences des parties étaient adoptées par consensus, ainsi que les procédures d'inscription et de désinscription prévues dans les Conventions PIC et POP. L'avantage du consensus, qui était certes plus long et plus onéreux, était d'éviter les conflits au stade de la mise en œuvre. La concertation entre tous les partenaires publics et nationaux, alliée au consensus exigé selon les procédures décisionnelles prévues dans les AEM, atténuait les risques de conflit. La Session extraordinaire pourrait structurer ses résultats sur cette base. Le Canada a demandé à l'Australie et aux États-Unis d'expliquer comment leurs processus de coordination nationale permettaient de concilier les positions fermes et divergentes de leurs divers départements. Il se demandait si ces conflits étaient résolus au niveau des hauts fonctionnaires ou des cabinets, ou si des organismes particuliers intervenaient.

23. Le représentant du Pérou a demandé à l'Australie quels types de problèmes elle rencontrait dans la coordination intérieure et a souligné que, pour les pays en développement, la coordination était encore plus difficile à mettre en œuvre. L'échange d'expériences nationales permettrait à la Session extraordinaire d'aboutir finalement à des conclusions, et il devait être poursuivi. À titre préliminaire, le Pérou souscrivait aux paragraphes 29 et 30 du document australien.

24. Le représentant du Venezuela a expliqué que son pays s'efforcerait de suivre l'exemple de l'Australie en faisant part de son expérience à la Session extraordinaire, d'autant qu'il avait quelques réalisations positives à présenter. Il a souligné l'importance, pour la coordination nationale, de l'assistance technique et financière et du renforcement des capacités. Il pourrait être utile de discuter de l'assistance technique dans le cadre de l'échange d'expériences nationales. Le Venezuela avait mis en place une coordination nationale sur les questions relatives à la Convention de Bâle et à la

Convention PIC, mais il rencontrait des difficultés. Enfin, il ne fallait pas, selon lui, reprocher à l'Australie de n'avoir parlé que de trois AEM, car l'échange d'expériences nationales devait se faire progressivement et demandait du temps. Les représentants de Cuba et de l'Équateur ont confirmé que les pays en développement rencontraient des difficultés et qu'il fallait leur apporter une assistance technique et financière. L'Équateur a en outre demandé que l'on se préoccupe de la coordination au niveau international. Le représentant du Tchad a estimé que, même pour suivre ces négociations, certains Membres avaient besoin d'une assistance technique.

25. Le représentant de l'Égypte a jugé très intéressantes et dignes de considération les "analyses de l'intérêt national" mentionnées par l'Australie. À l'instar du Canada, l'Égypte se demandait comment étaient résolues les questions de coordination difficiles (comme celles mentionnées au paragraphe 12 du document australien) et s'il fallait faire intervenir des autorités supérieures.

26. Le représentant du Zimbabwe a fait part de l'expérience de son pays concernant la CITES et le Protocole de Montréal. Bien que les objectifs de la CITES soient très nobles, l'expérience du Zimbabwe n'était pas très positive, notamment au sujet des éléphants. La population d'éléphants avait augmenté à un tel point qu'elle dépassait les capacités de gestion des parcs nationaux, devenant ainsi une menace. Les éléphants débordaient dans des zones qu'ils n'étaient pas censés habiter. Le Zimbabwe avait aussi des difficultés avec ses stocks d'ivoire, qu'il n'avait pas le droit de vendre à l'étranger et pour lesquels la demande intérieure était insuffisante. Quant au Protocole de Montréal, il était en train d'éliminer les réfrigérants et les substances qui appauvrissaient la couche d'ozone. Il était aussi en train de former les fonctionnaires des douanes aux changements entraînés par la mise en œuvre du Protocole.

27. Le représentant de l'Australie a donné des réponses préliminaires aux questions posées. L'Australie constatait avec satisfaction que d'autres Membres avaient aussi fait part de leur expérience nationale durant la réunion. Il y avait plusieurs thèmes communs à la plupart des interventions. L'un était que la coordination nationale constituait un objectif pour la plupart des Membres; un autre était l'absence apparente de problèmes concrets. En réponse à la question du Taipei chinois sur la relation entre la Convention de Bâle et l'article XI du GATT, l'Australie a indiqué que la Convention de Bâle était en vigueur depuis longtemps et qu'aucun problème n'avait surgi à propos de cet article du GATT. Quant à la remarque du Taipei chinois selon laquelle il pourrait y avoir des conflits à l'avenir, l'Australie ne souhaitait pas faire un saut quantique entre une discussion qui révélait l'absence de problèmes et une discussion qui anticiperait des problèmes. Les problèmes devaient d'abord être clairement identifiés, d'où l'importance de l'échange d'expériences nationales. L'Australie n'était pas encore prête à se prononcer sur le résultat des négociations, car il fallait d'abord rassembler un ensemble d'éléments. La "clause interprétative" proposée par le Japon, sur laquelle elle s'était déjà prononcée, n'entrait pas dans le mandat de la Session extraordinaire.

28. En réponse aux observations du Chili, l'Australie a souligné qu'il fallait un processus de coordination dans les deux sens entre les responsables du commerce et ceux de l'environnement. À titre d'exemple, un représentant du Département de l'environnement et du patrimoine faisait partie de la délégation australienne présente à la réunion en cours. Quant à la question du Chili relative à l'incidence de la législation australienne sur les tiers, l'Australie a indiqué que sa législation n'avait pas d'effets extraterritoriaux. Elle avait mis en œuvre l'ensemble des obligations qu'elle avait contractées au titre de ses AEM, y compris vis-à-vis des non-parties, mais de façon compatible avec les règles de l'OMC grâce à une étroite coordination entre ses différents organes gouvernementaux. À la question de savoir pourquoi elle avait mentionné la CITES et l'étude sur l'absence de préjudice, elle a répondu que c'était simplement pour donner des exemples concrets.

29. L'Australie estimait que l'intervention des CE montrait à quel point les deux approches préconisées par certains participants à la Session extraordinaire étaient différentes. La grande majorité des Membres semblait souhaiter la poursuite de l'approche consistant à échanger des

expériences nationales, et non pas de l'approche des CE. En réponse à l'observation des CE sur le choix des AEM présentés dans son document, l'Australie a répété qu'elle avait simplement choisi trois AEM qui étaient en vigueur depuis longtemps et que les Membres connaissaient bien. Elle a ajouté que, pour elle, son document ne portait pas un jugement sur les AEM, mais illustrait simplement comment la coordination nationale pouvait améliorer le soutien mutuel. S'il se produisait des situations où les juridictions de l'OMC et des AEM empiétaient l'une sur l'autre, elle était certaine que le problème pourrait être résolu au niveau national. Elle n'était pas d'accord avec les CE pour dire que la Session extraordinaire était près de s'entendre sur un principe de bonne gouvernance, car aucun problème n'avait été mis en évidence. Au sujet de l'intervention de la Suisse, même si l'Australie pensait que certains Membres continuaient à aborder les négociations sous un angle très différent, elle se félicitait que la Suisse ait fait part de son expérience.

30. En réponse à la question du Pérou, l'Australie a dit qu'elle avait effectivement rencontré des difficultés au sujet de la coordination nationale, mais il lui semblait possible de résoudre les problèmes mêmes les plus difficiles en réunissant les partenaires compétents pour mettre au point une position coordonnée. Répondant à la question connexe de l'Égypte et du Canada sur les organes gouvernementaux qui intervenaient dans les situations où il y avait des positions fermes et divergentes, elle a dit qu'en dernier ressort les décisions étaient prises par le Conseil des ministres. Toutefois, ces situations devaient d'abord passer par une série de niveaux comportant des discussions entre différents organismes. L'Australie constatait avec satisfaction que le Venezuela, le Pérou, l'Équateur et le Tchad avaient souligné l'importance de l'assistance technique et du renforcement des capacités afin d'assurer la coordination nationale. Enfin, elle se félicitait que des expériences nationales supplémentaires soient exposées.

31. Le représentant du Japon a précisé que son pays n'était pas opposé à l'échange d'expériences nationales, qu'il trouvait très utile. Il s'était simplement dit d'accord avec les CE sur le fait qu'il serait important, à un moment ou à un autre, de tirer des conclusions de ces discussions.

32. Le représentant des Communautés européennes s'est dit satisfait que l'Australie reconnaisse que la Session extraordinaire ne devrait pas porter de jugement sur les AEM. Les CE n'approuvaient pas l'emploi du terme "demandeur", car tous les Ministres avaient approuvé ces négociations. Il n'y avait pas de demandeurs, il y avait seulement un mandat auquel tous les Membres devaient donner suite. La réussite de ce mandat était vitale pour la réussite globale du Cycle. Au sujet de l'observation selon laquelle il n'y avait pas de problèmes à résoudre, les CE ont fait remarquer que nulle part le mandat ne laissait entendre qu'il y aurait un problème particulier à résoudre. Le mandat avait été conçu pour clarifier une relation existante, et il n'était pas nécessaire de commencer par mettre en évidence un problème. Toutefois, les CE jugeaient utile l'échange d'expériences nationales, car il montrait les processus nécessaires au niveau national et complétait l'approche théorique.

33. Les CE estimaient que l'Australie se trompait en disant que la Session extraordinaire devrait faire un "saut quantique" pour discuter des principes. Un principe était un énoncé d'application générale, et le document australien lui-même en contenait un: celui de la recherche de la coordination nationale. Toutefois, les CE étaient disposées à passer plus de temps sur ces discussions, afin qu'aucune délégation ne se sente bousculée. Les Membres pourraient aussi examiner pourquoi il n'y avait pas eu de problèmes et chercher les facteurs qui avaient contribué à cette situation.

34. Le représentant de l'Australie a souligné que les Ministres savaient exactement ce qu'ils avaient signé et que le mandat énoncé au paragraphe 31 i), issu de négociations intensives, était circonscrit de façon précise. L'Australie contribuait à l'exécution de ce mandat au moyen de son document. Elle n'était pas prête à "codifier" des principes à la Session extraordinaire avant d'avoir examiné les expériences nationales.

35. Le représentant des États-Unis s'est dit satisfait des nombreuses interventions faites au sujet des expériences nationales. Les États-Unis voyaient la coordination nationale non pas comme un principe mais comme un exercice de bonne gouvernance. Pour répondre à la question du Canada sur la manière de concilier les positions divergentes, ils ont expliqué que le Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) avait le pouvoir de coordonner la politique commerciale pour l'ensemble du gouvernement. L'USTR appartenait au Bureau exécutif du Président, c'est-à-dire qu'il ne relevait d'aucun ministère en particulier. Les États-Unis avaient un Comité de la politique commerciale (TPSC), composé de 17 organismes ayant un siège permanent. Selon les questions examinées, d'autres organismes pouvaient intervenir. Parmi ceux qui intervenaient régulièrement figuraient le Département du commerce, le Département de l'agriculture et le Département de l'intérieur, à partir desquels la délégation des États-Unis à la réunion en cours avait été en partie composée.

36. Le TPSC comprenait divers sous-comités, dont un préparait la participation des États-Unis aux réunions du CCE. Par conséquent, tous les travaux commençaient au niveau des sous-comités et, si l'accord ne pouvait se faire, la question était renvoyée devant le TPSC. En cas de désaccord au niveau du TPSC, ce qui était assez rare, elle était renvoyée devant un organe appelé Groupe d'examen de la politique commerciale (TPRG). En cas de désaccord au niveau du TPRG, la question était renvoyée devant un groupe du niveau du Cabinet, mais cela arrivait rarement.

37. Au sujet de l'évolution récente des AEM, le représentant de la Convention sur la diversité biologique a lu la déclaration publiée sous la cote TN/TE/INF/9/Rev.1. Le représentant des Communautés européennes a accueilli avec satisfaction ces renseignements, qui concernaient aussi les négociations prescrites au paragraphe 31 ii). Bon nombre de questions soulevées se rapportaient directement au commerce, telles les questions sur la notification et la communication de renseignements. Le représentant du Burundi a appelé l'attention sur les problèmes rencontrés par les pays en développement au sujet des OGM, qu'ils ne pouvaient contrôler. Il était important d'aider ces pays à contrôler l'importation des OGM.

38. En conclusion, le Président a indiqué que la Session extraordinaire suivait deux voies parallèles au titre des négociations prescrites au paragraphe 31 i) – celle de l'échange d'expériences nationales et la voie théorique –, et que les deux étaient complémentaires. L'ancien Président de la Session extraordinaire avait souligné la complémentarité de ces deux voies dans un rapport au Comité des négociations commerciales (TN/TE/6). Au sujet de l'approche consistant à échanger des expériences nationales, le Président a demandé que des expériences supplémentaires soient présentées à la Session extraordinaire et que les partisans de cette voie commencent à collaborer entre les réunions de la Session extraordinaire pour déterminer un "terrain d'entente". À propos de l'approche théorique, il a demandé aux partisans de cette approche de commencer aussi à collaborer entre les réunions pour réfléchir aux nombreuses réactions exprimées jusque-là au sujet de leurs propositions. Il a en outre demandé aux partisans des deux approches de collaborer plus étroitement, afin de commencer à aplanir leurs divergences et d'étudier les synergies potentielles entre les alinéas i) et ii) du paragraphe 31 du mandat.

II. PARAGRAPHE 31 II) – ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS ET CRITÈRES POUR L'OCTROI DU STATUT D'OBSERVATEUR

39. Les Communautés européennes considéraient que la liste de questions établie par Mme l'Ambassadeur Yolande Biké restait valable et qu'il fallait poursuivre les discussions sur ces questions (TN/TE/7). Le paragraphe 31 ii) était un élément fondamental de la bonne gouvernance, et il fallait lui accorder plus d'attention. Les CE avaient proposé précédemment plusieurs idées à étudier dans le cadre de ce mandat, comme une plus grande visibilité du Secrétariat de l'OMC aux Conférences des parties aux AEM, mais il pourrait être utile que d'autres idées soient proposées.

40. En réponse à la proposition des CE, le Président a indiqué que le Secrétariat mettrait à jour le document TN/TE/S/2.

III. PARAGRAPHE 31 III) – BIENS ET SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

41. Le représentant du Taipei chinois a présenté au titre de ce point une nouvelle communication (TN/TE/W/44) contenant une première liste de biens environnementaux. Cette communication, qui était une version nouvelle et améliorée d'un précédent "document de salle" que le Taipei chinois avait distribué, contenait huit articles supplémentaires qui avaient été ajoutés sur la base de l'"utilisation directe". Dans ses délibérations sur ce mandat, la Session extraordinaire avait mentionné à de nombreuses reprises les listes du Conseil de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). Toutefois, le Taipei chinois estimait que chacune de ces listes avait été élaborée à des fins spécifiques. Celle de l'APEC offrait une approche beaucoup plus concrète pour identifier les biens environnementaux et les affecter à des groupes de produits. La raison principale en était que cette liste avait été établie à partir des produits désignés par les membres de l'APEC, ce qui avait finalement conduit à une liste et à un système de classification. L'idée derrière cette liste était de favoriser une croissance économique durable grâce à la libéralisation des échanges dans le secteur des biens environnementaux. Elle était analogue à l'objectif de la Déclaration ministérielle de Doha, dans laquelle les Membres étaient aussi invités à libéraliser les échanges.

42. La liste du Taipei chinois comprenait au total 78 biens environnementaux appartenant tous à la catégorie de la lutte contre la pollution. Ils étaient répartis en six groupes: lutte contre la pollution de l'air, gestion des eaux usées, gestion des déchets solides/dangereux, assainissement/nettoyage des sols et de l'eau, lutte contre le bruit et les vibrations, et surveillance/analyse et évaluation. Ces biens avaient été choisis selon le critère de l'"utilisation directe" et en raison de la fréquence de leur utilisation dans les procédés de lutte contre la pollution. L'expérience du Taipei chinois à l'APEC montrait que le critère de l'"utilisation directe" était le plus pratique et le plus efficace pour identifier les biens environnementaux dans la gestion de la pollution. Il pourrait être utile que les Membres l'appliquent pour élaborer leurs listes.

43. Le représentant de l'Inde s'est demandé s'il serait possible aux délégations qui présentaient leur liste d'expliquer pourquoi elles estimaient que les produits qu'elles proposaient étaient environnementaux. Au paragraphe 7 du document TN/TE/W/44, le Taipei chinois disait que sa liste reposait sur les notions d'utilisation directe et de lutte contre la pollution, mais l'intervenant a demandé si le critère mentionné par cette délégation à la réunion précédente s'appliquait aussi, à savoir celui d'un excédent commercial des produits en question. Il a aussi demandé comment l'"utilisation directe" était évaluée. Les représentants du Venezuela et de la Malaisie se sont dits d'accord avec l'Inde sur le fait qu'il fallait expliquer les avantages environnementaux de toute liste. Les représentants du Pérou, de l'Argentine et du Sénégal ont demandé des renseignements complémentaires sur la méthode employée par le Taipei chinois pour établir sa liste.

44. Le représentant du Chili a demandé s'il serait possible que les délégations qui présentaient des listes informent la Session extraordinaire des obstacles tarifaires et non tarifaires que rencontraient leurs produits dans le cas où ils étaient importateurs et, s'ils étaient exportateurs, les obstacles rencontrés à l'exportation. L'atelier de l'OMC sur les biens environnementaux qui avait eu lieu le 11 octobre 2004 montrait que les biens environnementaux n'étaient pas toujours assujettis à des droits de douane élevés. Cela dit, le Chili a tenu à faire savoir qu'il n'était pas encore en mesure d'accepter une "liste" comme résultat de ces négociations. Le représentant du Pérou s'est dit d'accord avec le Chili sur le fait qu'il fallait fournir des données commerciales avec les listes.

45. Le représentant du Japon a accueilli avec satisfaction la liste du Taipei chinois et a dit que son pays accueillerait de même toute liste remise par d'autres Membres. Il serait utile que ces listes

tiennent compte des discussions qui avaient lieu à la Session extraordinaire et ne comprennent pas de produits choisis sur la base des procédés et méthodes de production (PMP).

46. Le représentant des Communautés européennes a dit que la Session extraordinaire avait abordé ce point sous deux angles: une approche "ascendante" basée sur des listes et une discussion "descendante" sur les critères. Les CE accueillaient avec satisfaction la communication du Taipei chinois, qui reposait sur l'approche ascendante. Aucun des produits proposés dans cette communication ne leur paraissait problématique. Il s'agissait apparemment de produits assez "classiques" de lutte contre la pollution. Toutefois, les CE pensaient qu'il serait assez important de fonder l'exercice d'identification des produits sur des objectifs environnementaux, tels que ceux qui avaient été convenus au niveau multilatéral dans les Objectifs du Millénaire pour le développement et dans les AEM. Les priorités nationales en matière d'environnement pourraient aussi orienter le débat.

47. L'atelier sur les biens environnementaux qui avait eu lieu peu de temps auparavant montrait que de nombreuses questions méritaient d'être examinées plus avant au Comité, notamment le double usage, les structures tarifaires pour différents produits, la prévention de la pollution et les questions relatives au SH, afin que le résultat auquel on aboutirait ait un sens pour les responsables des douanes. Il serait utile de dresser la liste de ces questions pour mieux structurer le débat. Les travaux accomplis dans d'autres instances telles que la CNUCED pouvaient aussi enrichir ceux de la Session extraordinaire. Les délégations devaient réfléchir sur ce que la Session extraordinaire pouvait faire avec les questions soulevées lors de l'atelier.

48. Le représentant de la Thaïlande a dit que son pays réfléchirait de plus près à la liste du Taipei chinois, en consultation avec l'industrie thaïlandaise. Même s'il était utile de présenter des listes, la Thaïlande estimait qu'il fallait parvenir à un consensus sur les critères relatifs aux biens environnementaux et sur ce qu'ils recouvraient. Les critères les plus importants étaient que leur utilisation finale était de prévenir et de combattre la pollution et qu'ils pouvaient être classés selon le SH. Il fallait éviter les définitions basées sur des utilisations finales multiples et sur les PMP. Par ailleurs, la Thaïlande a fait remarquer que, dans le document TN/TE/INF/7, la CNUCED avait indiqué que les pays développés appliquaient déjà des taux assez bas aux produits inscrits sur les listes de l'APEC et de l'OCDE (environ 10 pour cent) et qu'ils étaient exportateurs nets de ces produits. Il lui semblait que les pays développés n'avaient pas grand-chose à faire pour remplir le mandat énoncé au paragraphe 31 iii). Les pays en développement, qui étaient importateurs nets et imposaient des droits plus élevés, devaient faire l'essentiel du travail. Il fallait donc un mécanisme pour remédier à ce déséquilibre. C'était pour cela que la Thaïlande était favorable à la proposition de la Chine consistant à créer une liste pour le développement, qui offrirait une certaine souplesse aux pays en développement.

49. Le représentant de l'Équateur s'est dit d'accord avec la Thaïlande sur la nécessité d'établir des critères pour orienter les négociations. La liste qu'établirait la Session extraordinaire devait être une liste de l'OMC et pas simplement une liste de l'APEC ou de l'OCDE. Elle devrait refléter les intérêts des pays en développement et éviter de recourir aux PMP. Le représentant de la Malaisie s'est dit d'accord avec la Thaïlande sur le fait que de nombreux pays en développement étaient importateurs nets des produits inscrits sur la liste de l'APEC. Ils appliquaient déjà des droits assez bas à ces produits, par exemple 2 pour cent sur le matériel de laboratoire en Malaisie, et ne leur appliquaient aucun droit à l'intérieur de l'ANASE grâce aux taux préférentiels. Il restait donc à voir ce que les pays en développement gagneraient à ces négociations en matière d'accès aux marchés.

50. Le représentant du Kenya a dit que de nombreux pays en développement éprouvaient des difficultés concernant la politique environnementale, la compétitivité industrielle et l'emploi des technologies propres les plus modernes, tous ces éléments ayant une incidence sur les négociations. Le Kenya, qui craignait que la présentation de listes individuelles par tous les Membres de l'OMC ne

prenne beaucoup de temps, a proposé que le Secrétariat établisse un guide ou des critères pour faciliter l'identification des biens environnementaux.

51. Le représentant du Pérou a dit qu'à ce stade des négociations, il vaudrait mieux à son avis suivre une approche pratique. Toutefois, le débat théorique proposé par les CE pourrait être utile vers la fin des discussions, lorsqu'une masse critique de produits aurait été proposée et qu'on pourrait en déduire des critères. Il était donc important que les délégations expliquent le choix de leurs produits.

52. Le représentant de la Corée a dit que les six catégories proposées par le Taipei chinois pouvaient constituer une base utile pour les discussions à la Session extraordinaire. Il a demandé au Taipei chinois comment il avait tenu compte du point de vue de l'industrie dans l'établissement de sa liste et s'il y avait eu des consultations avec elle. Il a indiqué que la Corée était en train de mettre la dernière main à sa liste, qui contiendrait de 95 à 105 produits. Ces produits avaient été choisis en fonction des critères suivants: leur acceptation probable par les Membres de l'OMC sur la base des discussions qui avaient eu lieu jusque-là; la commodité du point de vue de l'administration des douanes et d'autres aspects de mise en œuvre; et le fait que les pays en développement et les pays développés en faisaient le commerce. La Corée avait en outre respecté les lignes directrices suivantes: 1) l'utilisation finale des produits visait à protéger l'environnement; 2) les produits pouvaient être classés selon un code du SH ou il était possible de leur attribuer clairement une position ex en fonction de leurs caractéristiques; et 3) le choix ne devait pas reposer sur les PMP. La Corée espérait présenter sa liste initiale à la réunion suivante de la Session extraordinaire.

53. Le représentant des États-Unis a accueilli avec satisfaction la liste du Taipei chinois et répété que son pays était favorable à l'approche suivie par l'APEC. Répondant aux CE, il a expliqué que, pour les États-Unis, les discussions en cours progressaient de façon satisfaisante et que l'approche pratique consistant à présenter des listes était la meilleure façon de procéder. Les États-Unis n'étaient pas convaincus que cela ferait avancer les négociations de tenter de définir les biens environnementaux, ou de discuter des concepts et des principes ou encore des AEM ou des Objectifs du Millénaire pour le développement. Ces discussions risquaient de "désynchroniser" la Session extraordinaire d'avec le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Les États-Unis n'étaient pas opposés à un débat plus structuré, mais il y avait des questions auxquelles les Membres ne pourraient jamais répondre. La présentation de listes permettait aux pays d'examiner des ensembles particuliers de produits qui leur étaient proposés. La présentation de catégories de produits, comme le Canada l'avait fait à la réunion précédente, pouvait aussi être utile pour les travaux du Comité.

54. Le représentant du Venezuela s'est dit d'accord avec les États-Unis sur le fait qu'il valait mieux ne pas s'engager dans un exercice de définition et a dit que son pays était favorable à la création d'une liste de l'OMC. Il a formulé des observations préliminaires sur la liste du Taipei chinois. À l'atelier sur les biens environnementaux, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) avait expliqué qu'aux fins du classement selon le SH, il vaudrait mieux que les pays utilisent des critères objectifs et physiques pour identifier les produits. Le Venezuela a demandé au Taipei chinois quels critères objectifs et physiques il avait appliqués pour établir sa liste.

55. Le représentant de la Tanzanie a dit que sa délégation s'associait aux déclarations faites par l'Inde, le Venezuela, la Thaïlande et le Sénégal. Il a souligné que le principal problème auquel se heurtaient les pays en développement était la pauvreté et que c'était seulement lorsque ce problème aurait été pris en considération qu'il serait possible d'avancer au sujet de ce mandat, auquel il fallait répondre par l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Les représentants de la Tunisie et du Nigéria ont souligné l'importance de l'assistance technique pour les pays en développement dans ce domaine des négociations.

56. Le représentant d'Israël a dit que son pays était foncièrement attaché à ces négociations et considérait que la marche à suivre était d'établir une liste spécifique de produits. Les autres approches risquaient de provoquer un ralentissement. Il fallait en outre faire en sorte que ces négociations restent aussi simples et ciblées que possible pour aboutir à des résultats concrets, comme c'était le cas dans le document du Taipei chinois et dans celui des États-Unis, qui proposait une liste principale et une liste complémentaire. Israël estimait que, pour le moment du moins, il fallait se concentrer sur l'utilisation finale, qui était aussi le critère utilisé dans la liste de l'APEC. La Session extraordinaire devait accélérer ses travaux, afin qu'ils enrichissent les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

57. Le représentant de l'Australie a accueilli avec satisfaction le document du Taipei chinois, ajoutant que, pour lui aussi, le processus de l'APEC avait été très pratique. Il s'était agi non pas d'un exercice théorique ou analytique mais d'une négociation concrète. Il serait donc utile que la Session extraordinaire se penche sur l'expérience pratique acquise par l'APEC. L'un des aspects de cette expérience était la manière dont l'APEC avait décidé d'aborder la question des PMP. Elle avait rejeté le critère des PMP pour de bonnes raisons, car il n'était ni exploitable ni rationnel et n'aurait ni élargi l'accès aux marchés ni libéralisé les échanges. Il y avait même un risque sérieux que le contraire se produise, car ce critère ouvrait la voie à un protectionnisme déguisé. L'Australie était donc rassurée par le consensus qui se dégagait à la Session extraordinaire pour ne pas recourir à ce critère. Elle a demandé s'il serait possible que le Comité prenne rapidement la décision de ne pas utiliser les PMP dans ces négociations, afin que chacun se sente plus à l'aise.

58. À l'atelier sur les biens environnementaux, on avait mentionné les questions de classement, et notamment le double usage. L'expérience de l'APEC montrait qu'il était possible de s'attaquer au problème, et l'Australie a proposé que la Session extraordinaire examine comment l'APEC y était parvenue. Elle était aussi intéressée par les catégories qu'avait suggérées le Canada et par la notion d'utilisation directe qu'avait proposée le Taipei chinois. Le meilleur moyen d'avancer était d'établir des listes et des catégories. L'Australie était favorable à un abaissement des droits sur une gamme de biens aussi large que possible, pour que cela ait des effets bénéfiques sur l'environnement. Elle était en train d'étudier les types de catégories qui devaient bénéficier d'une plus grande libéralisation, afin de présenter prochainement une communication plus détaillée.

59. Le représentant de la Suisse s'est dit d'accord avec les CE sur le fait qu'il serait utile de poursuivre deux approches en parallèle au titre de ce point: une approche descendante et une approche ascendante. L'élaboration de critères permettrait d'avancer de façon cohérente vers des objectifs environnementaux. La Suisse comptait présenter à la réunion suivante un nouveau document qui servirait d'outil pour définir les biens environnementaux. À propos du document présenté par le Taipei chinois, elle estimait elle aussi que le critère de l'"utilisation directe" était un instrument pratique et efficace que les Membres pouvaient utiliser dans le domaine de la gestion de la pollution. Toutefois, elle se demandait comment il serait appliqué en pratique. Lors des réunions précédentes, la Chine avait proposé l'élaboration d'une "liste commune" et d'une "liste complémentaire", la première répondant aux intérêts des pays en développement et des pays les moins avancés en matière d'accès aux marchés, et la seconde protégeant les industries naissantes. Même si cette proposition était fondée, la Suisse estimait qu'elle rendrait les négociations plus complexes. En outre, une liste pour le développement ne pourrait couvrir tous les pays en développement indépendamment de leur niveau de développement économique et de vulnérabilité. Les exemptions éventuelles devraient être proportionnées à la situation économique de chacun et être principalement accordées aux pays économiquement faibles.

60. Au sujet de l'atelier sur les biens environnementaux, la Suisse avait trouvé particulièrement utiles les renseignements sur l'évolution dans l'industrie des biens environnementaux. On estimait que le chiffre d'affaires avait atteint 550 milliards d'euros en 2002, et que des PME et des entreprises très spécialisées participaient à ce commerce. C'était donc une industrie avec un potentiel important, qui

créait des échanges non seulement Nord-Sud mais aussi, à terme, Sud-Sud. Il fallait tenir compte de cette évolution dans les négociations en cours. Enfin, sur la question des PMP, la Suisse a répété qu'elle avait elle-même signalé les difficultés qu'il y avait à utiliser ce critère dans les discussions passées, en raison notamment de l'absence de normes internationales. Elle jugeait toutefois prématurée la proposition australienne selon laquelle le Comité devrait prendre une décision empêchant définitivement de recourir à ce critère. Une telle discussion ne pouvait être entièrement exclue à l'avenir, surtout si de bonnes idées apparaissaient.

61. Le représentant de la Chine, répondant à l'observation de la Suisse sur le danger qu'il y aurait à établir une liste pour le développement qui couvrirait tous les pays en développement, a expliqué qu'on risquait de rendre la question explosive en se mettant à choisir les pays qui pourraient ou ne pourraient pas figurer sur cette liste. Tout en reconnaissant que les pays en développement avaient des préoccupations très diverses, la Chine préférait ne pas s'engager sur la voie d'une distinction entre les Membres. L'une des solutions serait que les Membres désignent volontairement les produits à inscrire sur une liste pour le développement. Le représentant de la Suisse a expliqué que son pays ne cherchait en aucun cas à introduire une question explosive. Il voulait que ces négociations apportent des avantages aux pays en développement, d'autant que les discussions qui avaient eu lieu jusque-là portaient principalement sur les préoccupations des pays développés. La Suisse avait simplement voulu appeler l'attention sur le fait que les pays en développement avaient des intérêts très différents dont il faudrait tenir compte dans une liste éventuelle, comme la Chine elle-même l'avait reconnu.

62. Le représentant du Canada a accueilli avec satisfaction le document du Taipei chinois et s'est dit intéressé par les travaux effectués à la CNUCED sur les biens environnementaux qui présentaient un intérêt pour les pays en développement. Lors de l'atelier sur les biens environnementaux, la CNUCED avait dit qu'elle avait volontairement évité d'utiliser les PMP, ce qui était intéressant, car les PMP pouvaient effectivement constituer un obstacle pour certains produits. Il serait utile d'examiner plus attentivement la liste de la CNUCED pour déterminer les intérêts des pays en développement. Ces pays étaient évidemment libres de présenter leurs propres listes à la Session extraordinaire, mais certains semblaient hésiter à le faire. Le Canada se demandait s'il serait possible de favoriser ce processus grâce à de nouveaux travaux analytiques sur les produits qui intéressaient ces pays et sur les obstacles au commerce qu'ils rencontraient. Il a encouragé la CNUCED et les Membres de l'OMC à poursuivre les travaux sur la liste de la CNUCED.

63. Le représentant de l'Indonésie a dit que la liste de l'APEC offrait effectivement une approche pratique, tout en soulignant qu'elle devrait seulement servir de point de départ, car de nombreux pays en développement étaient compétitifs pour des produits qui ne figuraient pas sur cette liste. L'Indonésie était d'accord avec les délégations qui estimaient que le meilleur moyen d'avancer était de poursuivre la présentation de listes, et non pas d'avoir des discussions théoriques. Elle a en outre rappelé aux délégations que l'accès aux marchés n'était pas le seul but de ces négociations et qu'il y avait aussi des objectifs environnementaux, qui exigeaient une assistance technique et un renforcement des capacités dans les pays en développement.

64. Le représentant de l'Argentine a lui aussi estimé que le meilleur moyen d'avancer était de poursuivre la présentation de listes, comme l'avait fait le Taipei chinois. Même si les listes de l'APEC et de l'OCDE avaient été mentionnées à de nombreuses reprises, elles n'avaient pas été établies pour les négociations, de sorte qu'il fallait des travaux plus approfondis. Aucune de ces listes ne reflétait entièrement les intérêts des pays en développement. La liste de la CNUCED offrait une alternative intéressante. Pour ce qui était de structurer les travaux, l'Argentine pensait que les Membres devaient d'abord déterminer quels seraient les biens visés par les négociations, et ensuite s'occuper des modalités. Les États-Unis avaient déjà abordé cette dernière question, et les Membres devaient réfléchir pour savoir s'il y aurait une seule liste, ou une liste principale et une liste complémentaire. L'idée d'une "liste pour le développement" proposée par la Chine nécessitait un examen plus approfondi, et l'Argentine a demandé à la Chine si elle pourrait préciser cette idée au cours des

réunions à venir. Les négociations devaient tenir compte de tous les droits de douane, ainsi que des obstacles non tarifaires. Mais la première étape devait porter sur l'abaissement des droits. Le représentant de Cuba a souscrit aux remarques de l'Argentine et à l'observation du Venezuela selon laquelle il fallait une liste de l'OMC. Il fallait tenir compte des différents stades de développement économique des pays. La proposition chinoise d'établir deux listes méritait donc d'être étudiée plus avant.

65. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli avec satisfaction le document du Taipei chinois. Même si certains considéraient que ce document mentionnait des biens environnementaux "classiques", la Nouvelle-Zélande pensait qu'il serait important d'avoir des informations sur la méthode employée pour établir la liste. Par exemple, comment la question du double usage et celle du classement tarifaire avaient-elles été traitées? Il serait également utile, comme le Chili l'avait proposé, d'avoir des informations sur les obstacles au commerce que rencontraient certains produits. On pourrait s'inspirer des travaux réalisés à la CNUCED et à l'OCDE. Au sujet des deux approches mentionnées par les CE, la Nouvelle-Zélande a dit qu'il serait possible de les harmoniser en donnant des explications sur les produits que les Membres inscrivaient sur leurs listes. Par exemple, il serait très intéressant d'étudier le problème du double usage en ayant à l'esprit des produits précis. Enfin, la Nouvelle-Zélande a tenu à rappeler aux délégations qu'il était important de lier les travaux effectués au titre de ce point aux progrès accomplis dans le domaine de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et de maintenir un rythme similaire.

66. Le représentant du Qatar a expliqué que la liste de biens environnementaux que son pays avait présentée à la Session extraordinaire n'était pas associée à celle de l'OCDE. C'était une liste indépendante, qui complétait d'une certaine manière celle de l'OCDE dans une catégorie, celle de l'énergie et des technologies propres. Le représentant du Koweït, intervenant également au nom de Bahreïn, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, a dit qu'il soutenait la liste qatarienne. Les représentants du Sénégal, du Gabon, de la Jordanie et de la Tunisie ont dit qu'ils soutenaient aussi cette liste.

67. Le représentant du Taipei chinois a répondu aux questions posées sur la liste de son pays. Cette liste avait été établie à partir de deux critères: l'"utilisation directe" à des fins environnementales, et la "gestion de la pollution". Pour pouvoir appliquer le critère de l'utilisation directe, le Taipei chinois s'était appuyé sur les certificats d'utilisation finale afin d'identifier les biens environnementaux et de les exempter de droits. Le matériel de lutte contre la pollution était exempté de droits de douane au Taipei chinois. C'était à partir de ses statistiques du commerce extérieur que le Taipei chinois discernait les produits qui pouvaient être classés comme environnementaux. Il s'était efforcé de présenter à la Session extraordinaire des produits aussi peu contestables que possible, c'est-à-dire essentiellement du matériel de lutte contre la pollution. Quant aux avantages environnementaux, son expérience montrait que l'importation de biens environnementaux de grande qualité était effectivement bénéfique pour l'environnement. Il y avait aussi des avantages économiques dus à la libéralisation des échanges. À propos de la consultation de l'industrie, c'était le Bureau du développement industriel qui avait été chargé d'élaborer la liste. Le Bureau était en contact avec de nombreux organismes et associations, y compris des associations de fabricants. En outre, comme les droits de douane appliqués par le Taipei chinois aux biens environnementaux étaient déjà nuls, la liste ne risquait pas de nuire aux fabricants.

68. Comme il en avait été convenu à la réunion précédente de la Session extraordinaire, les représentants de la CNUCED, de l'OCDE et de l'OMD ont présenté les travaux de leur organisation au Comité. Le représentant de la CNUCED a présenté le document TN/TE/INF/7, que la CNUCED avait soumis à la Session extraordinaire. La CNUCED considérait la question des biens environnementaux moins sous l'angle du commerce international que dans le cadre plus général du développement durable, c'est-à-dire que l'accès aux biens, services et technologies environnementaux était un préalable important à la gestion de l'environnement et des ressources dans les pays en

développement, ainsi qu'à leur compétitivité sur les marchés internationaux. Toutefois, dans le contexte des négociations sur l'accès aux marchés, cette proposition n'était ni simple ni directe. Les pays en développement n'étaient manifestement pas des fournisseurs importants de biens et services environnementaux. Il était évident qu'une situation dans laquelle les avantages environnementaux iraient à un ensemble de Membres de l'OMC et les avantages commerciaux à un autre ne serait pas acceptable dans ces négociations. C'était là le problème essentiel en l'occurrence.

69. Les listes de l'APEC et de l'OCDE avaient servi de point de départ pour les discussions sur les produits à retenir. La CNUCED avait établi des statistiques à propos de ces listes, et elle les présentait dans sa note d'information. Elles montraient en substance que les produits inscrits sur ces listes ne représentaient qu'une fraction du mandat relatif à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et que peu d'entre eux intéressaient les pays en développement Membres du point de vue de l'exportation. Les biens environnementaux n'étaient pas passibles de droits de douane particuliers par rapport aux autres biens. Une proportion importante du commerce des pays en développement concernait des produits ayant des utilisations finales multiples, de sorte que ces pays étaient contraints de choisir entre une baisse de leurs recettes tarifaires et des avantages environnementaux incertains. Toutefois, les taux effectivement appliqués dans les pays en développement étaient bas.

70. L'une des questions liées aux produits à retenir, qui était soulevée dans de nombreuses propositions présentées à la Session extraordinaire, était celle des PMP. Il y avait apparemment une large convergence de vues sur le fait qu'il fallait éviter ce critère. La plupart des propositions tendaient à privilégier les équipements de filtrage en sortie de circuit, sauf pour les articles ayant d'autres emplois industriels importants. Ce n'était pas étonnant, puisque ces biens environnementaux correspondaient à un critère de classement absolu, étroitement lié aux services environnementaux, et recouvraient un grand nombre de codes du SH. Les pays en développement souhaitaient naturellement retirer des avantages technologiques de ces négociations. Or, les propositions relatives à des technologies moins polluantes étaient plus difficiles à soutenir, car ces technologies étaient souvent identifiées au moyen de critères subjectifs, n'étaient pas nécessairement liées à des services environnementaux et couvraient moins de codes du SH. Il faudrait que les Membres de l'OMC circonscrivent cette catégorie, afin de pouvoir négocier sur des biens et des technologies particuliers.

71. Des demandes avaient été formulées au sujet d'autres produits écologiquement préférables tels que les produits agricoles durables: produits biologiques, produits tropicaux, produits durables de la pêche et de la sylviculture, fibres naturelles, biopesticides, produits forestiers autres que le bois d'œuvre, et produits fabriqués au moyen de colorants naturels. Dans le cadre des négociations à l'OMC, certaines de ces demandes risquaient de soulever des problèmes. Le critère des PMP dans le cas de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture durables, l'absence de négociations spécifiques sur les biens environnementaux d'origine agricole tels que l'éthanol ou les produits biologiques, et la difficulté de trouver les codes appropriés du SH, tout cela posait des problèmes pour la plupart des produits écologiquement préférables. Il semblait évident que, pour conclure un accord sur les biens environnementaux, il faudrait prendre en compte des groupes de produits très divers et qu'un tel accord serait donc sûrement différent des autres accords sectoriels possibles prévoyant une réduction des droits pour des chapitres du SH identiques ou proches.

72. Il n'y avait encore aucun accord concernant la modalité sectorielle. Les pays en développement Membres avaient demandé qu'il y ait des dispositifs spéciaux pour tenir compte de leurs intérêts en tant qu'exportateurs ainsi que de leur niveau de développement et de leur volonté de se doter de leurs propres industries environnementales. Les listes de produits visés pourraient assurément prendre en compte ces objectifs, de même que l'élimination progressive des droits de douane, étant entendu que des délais plus longs pourraient être accordés produit par produit et pays par pays. Les Membres de l'OMC pourraient aussi désigner un certain nombre de lignes tarifaires qui seraient traitées comme produits sensibles. Ces produits pourraient être repris sur une liste pour le développement ou une liste complémentaire, selon l'approche particulière qui serait adoptée. Compte

tenu de l'intérêt des pays en développement pour les produits écologiquement préférables, de la difficulté de cerner certains de ces produits dans le SH et des droits faibles auxquels ils étaient généralement assujettis, il serait peut-être plus facile et plus productif d'axer les négociations sur les obstacles non tarifaires. On pourrait, par exemple, simplifier les procédures de certification des produits et encourager les accords de reconnaissance mutuelle (ARM).

73. Les négociations relatives au paragraphe 31 iii) pourraient se trouver liées, sur le plan politique et procédural, aux autres négociations et discussions en cours. Au sujet des obstacles non tarifaires, on pourrait établir un lien avec les négociations sur la facilitation des échanges. Les questions relatives au transfert de technologie pourraient être considérées en relation avec les articles 66:2 et 67 de l'Accord sur les ADPIC. On pourrait demander au Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie d'étudier la relation entre le commerce des biens environnementaux et le transfert de technologies propres. Il serait évidemment très important de se tenir également au courant des négociations qui avaient lieu au Conseil du commerce des services.

74. Les travaux prévus par la CNUCED au sujet du paragraphe 31 iii) avaient d'abord pour objectif d'aider les pays en développement à identifier les biens environnementaux qui leur donneraient le plus de chances de gagner sur les deux tableaux. La deuxième série de travaux visait à faciliter les consultations sur les services environnementaux aux niveaux national et régional, ainsi qu'avec les délégations en poste à Genève. Ces consultations, appuyées par des études nationales, s'étaient révélées très utiles. La troisième approche consistait à soutenir les initiatives volontaires axées sur le marché et compatibles avec l'OMC, destinées à créer et à élargir les marchés nationaux et internationaux des biens et services respectueux de l'environnement, comme l'avait demandé le Sommet mondial pour le développement durable. À cet égard, trois modes de fourniture de l'assistance technique par la CNUCED étaient particulièrement pertinents: l'Initiative sur le biocommerce; l'Équipe spéciale internationale sur l'équivalence et l'harmonisation dans l'agriculture organique, créée par la CNUCED en collaboration avec la FAO et la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique; et l'Équipe spéciale du PNUE et de la CNUCED chargée du renforcement des potentiels en matière de commerce, d'environnement et de développement (ESRP).

75. Le représentant de l'OCDE a présenté le document TN/TE/INF/8, en expliquant que les travaux de l'OCDE dans ce domaine remontaient à plus de dix ans et qu'ils avaient débuté dans le cadre de ses travaux sur la politique environnementale et la compétitivité industrielle. Un intérêt considérable s'était exprimé en vue d'améliorer l'information sur la dimension et les activités de ce secteur, et plusieurs rapports avaient été publiés au début des années 90. Ces rapports avaient suscité de nombreuses questions concernant, par exemple, la quantification des exportations et la modification des politiques environnementales et économiques, de manière à encourager et à soutenir la croissance, la création d'emplois et le commerce des biens et services environnementaux.

76. Il était toutefois rapidement apparu que l'étude de ces questions présentait des obstacles statistiques et méthodologiques. Une équipe spéciale avait donc été créée en coopération avec l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT) pour étudier les questions de classification et de désignation. Les fruits de cette collaboration avaient été publiés en 1996 dans un document intitulé "L'industrie des biens et services environnementaux: Manuel de collecte et d'analyse des données". Cet exercice ne traitait cependant pas des aspects commerciaux. Cette tâche avait été confiée par la suite à un Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE) de l'OCDE, qui avait décidé d'approfondir l'analyse tout d'abord en dressant une liste de biens (identifiés seulement jusqu'au niveau à six chiffres du SH) et de services représentatifs, afin de mieux appréhender l'étendue du commerce international dans ce secteur et les obstacles tarifaires et non tarifaires qui l'affectaient. Les résultats étaient regroupés dans un document intitulé "Biens et services environnementaux: les avantages d'une libéralisation accrue du commerce mondial".

77. À la suite de la décision prise par les Ministres à l'OMC d'engager des négociations dans ce domaine, le GTCEE s'est de nouveau penché sur la question en 2003. La phase actuelle de ses travaux portait sur les points suivants: examiner certaines questions pratiques susceptibles de se poser dans le cadre des négociations, ainsi que les solutions qui pouvaient y être apportées; examiner les questions liées à certaines catégories de biens; acquérir, par l'analyse, une meilleure compréhension du marché et des politiques complémentaires qui pouvaient être adoptées pour recueillir le maximum d'avantages de la libéralisation; et enfin, mettre en évidence les synergies entre biens et services.

78. La première étude réalisée par l'OCDE avait simplement pour objectif d'expliquer l'origine des listes de l'OCDE et de l'APEC, ainsi que leurs analogies et leurs différences. Dans une autre étude, l'OCDE avait examiné les questions pratiques que posait la libéralisation du commerce des biens environnementaux. Elle avait aussi étudié les conséquences institutionnelles et procédurales de la prise en compte de différentes catégories de biens. L'expérience tirée de diverses autres initiatives de libéralisation sectorielle montrait qu'il y avait quelques possibilités de se mettre d'accord sur les produits visés au titre du paragraphe 31 iii), avant de lancer une initiative concernant les biens environnementaux. Cela pourrait éviter d'engager après-coup des négociations prolongées sur le classement.

79. L'une des catégories de biens problématiques qui intéressaient certains pays de l'OCDE était celle des biens caractérisés par leurs performances supérieures en matière d'environnement, par exemple les appareils électriques à haut rendement énergétique. Comme l'avait montré la liste proposée par le Japon, plusieurs biens économes en énergie ou en ressources avaient été cités en exemple, mais ils étaient faciles à identifier grâce à leurs caractéristiques physiques particulières et à leur conception. Un certain nombre d'autres appareils électriques ménagers ou de bureau n'étaient pas fondamentalement différents, du moins quant à leur classement douanier, sauf sous l'angle de leurs performances énergétiques. L'OCDE avait rédigé un document sur les problèmes qui risquaient de se poser si les pays décidaient de les considérer comme des biens environnementaux et avait constaté que ces problèmes étaient nombreux; par exemple, le fait que quelques pays seulement appliquaient des normes minimales de rendement énergétique et que les conditions imposées en matière d'essai étaient différentes.

80. Dans l'étude en question, on examinait s'il pouvait y avoir des moyens d'abaisser les droits de douane pour les appareils électriques à rendement relativement élevé, mais on constatait que cela poserait beaucoup de problèmes. Toutefois, on montrait que les travaux en cours visant à harmoniser les procédures d'essai étaient vitaux pour avancer dans ce domaine et aidaient à surmonter le problème des obstacles non tarifaires. Un autre ensemble de travaux était celui des études de cas nationales. Ces études avaient été entreprises en raison de l'importance reconnue de la libéralisation pour les pays importateurs et exportateurs, quel que soit leur stade de développement. L'OCDE avait commandé huit études par pays, dont une sur le Kenya, afin de déterminer les mesures complémentaires à prendre pour tirer tous les avantages possibles de la libéralisation. Dans le même temps, la CNUCED et le PNUD avaient commandé des études par pays analogues, et l'OCDE avait entrepris peu de temps auparavant de rédiger une synthèse de ces rapports. Elle était en train de mener à bien une étude sur les relations entre le commerce des biens environnementaux et le commerce des services environnementaux qui, espérait-elle, apporterait une contribution utile aux négociations relevant du paragraphe 31 iii).

81. Le représentant de l'OMD a expliqué que l'OMD comptait 164 membres et que, au fil des ans, ces membres ou ces administrations des douanes, qui étaient au départ de simples organismes de perception de recettes, en étaient venus à s'occuper de questions à caractère social et environnemental. L'un des principaux instruments de l'OMD était la Convention sur le SH. Cette convention, qui s'appliquait dans quelque 200 pays ainsi que dans les unions économiques et douanières, constituait le fondement des tarifs douaniers et des statistiques du commerce international. Le SH classait les produits individuellement ou par groupes en fonction de leurs caractéristiques physiques ou de critères

objectifs. Jusqu'à-là, l'OMD avait exclu l'utilisation finale et les PMP comme critères de classement, car cela risquait de créer des problèmes d'identification au stade de l'importation ou de l'exportation.

82. Le SH avait grandi avec les besoins de ses utilisateurs. L'OMD avait reçu diverses demandes de la Convention de Bâle, du Protocole de Montréal et de la Convention PIC, qui souhaitaient que leurs produits soient repris dans le SH. Elle y avait répondu positivement pour un certain nombre de produits, et ces modifications étaient appliquées tous les quatre à six ans. La dernière datait du 1^{er} janvier 2002, et la prochaine serait appliquée au 1^{er} janvier 2007. Toute modification de la Convention sur le SH, y compris sa nomenclature, devait être acceptée à l'unanimité par les parties contractantes. Cela signifiait qu'il y avait un droit de veto pour toute partie contractante qui contestait les amendements proposés. La procédure de modification du SH pouvait prendre plusieurs années. Par exemple, pour les modifications entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2002, les premières discussions avaient commencé en 1996. L'OMD invitait les Membres de l'OMC à prendre contact avec elle s'ils souhaitaient que des articles soient classés dans le SH. Elle avait répondu en février 2003 à une demande du Qatar qui souhaitait une aide pour sa communication à la Session extraordinaire. Elle se réjouissait de poursuivre sa collaboration avec la Session extraordinaire.

83. Le représentant du Venezuela a jugé intéressant que, dans leurs exposés, les intervenants aient souligné que les listes de l'APEC et de l'OCDE ne représentaient pas entièrement les intérêts des pays en développement. Comme l'avait suggéré la CNUCED, il serait utile que les travaux à venir soient centrés sur l'aide à apporter aux pays en développement pour établir leurs listes et comportent des consultations et des initiatives volontaires. Les paragraphes 9 et 14 du document de la CNUCED révélaient quelques incohérences au niveau à six chiffres entre la liste de l'APEC et celle de l'OCDE. Les chiffres relatifs au volume du commerce international étaient souvent gonflés et exagérés. À propos de l'exposé de l'OCDE, le Venezuela a souligné que l'objectif du mandat en cours était la réduction et non l'élimination des droits de douane et qu'il fallait s'en souvenir lorsqu'on parlait de "libéralisation". Il a demandé si l'OCDE voyait un lien entre son document et le mandat énoncé au paragraphe 51 du Programme de Doha pour le développement. Au sujet de l'atelier sur les biens environnementaux, il a encouragé le Secrétariat à organiser d'autres manifestations similaires. Toutefois, dans l'exposé qu'il avait fait à cet atelier, le Secrétariat n'avait mentionné que les listes de l'APEC et de l'OCDE, sans évoquer celle du Qatar. À l'avenir, il serait important de tenir compte de toutes les listes existantes. Il fallait en outre tenir compte de celle de la CNUCED, qui comprenait 39 produits.

84. Le représentant de la Corée a remarqué que c'était la première fois que l'OMC s'aventurait dans le domaine des biens environnementaux et qu'il n'y avait pas de définition communément admise de ces biens. Il serait extrêmement difficile d'élaborer des critères pour les biens environnementaux. Toutefois, il fallait poursuivre les travaux sur les normes internationales, afin d'obtenir une base permettant d'identifier ces biens, ainsi que sur les méthodes d'examen et de vérification. Ces travaux devaient être effectués en étroite collaboration avec la CNUCED, l'OCDE et l'OMD. La Corée jugeait intéressants les propos de l'OCDE selon lesquels la libéralisation des biens environnementaux pouvait apporter des gains à tous les pays, quel que soit leur stade de développement économique. Elle a demandé si cette affirmation était étayée par des statistiques, qui pourraient constituer un important facteur motivant pour ces négociations.

85. Le représentant du Japon a dit qu'il accueillait avec satisfaction les trois exposés faits par la CNUCED, l'OCDE et l'OMD et qu'il attendait avec intérêt d'examiner la nouvelle étude de l'OCDE qui pourrait enrichir ces négociations.

86. Le représentant des États-Unis a estimé que les travaux de la CNUCED montraient que les pays en développement avaient des intérêts importants à l'exportation dans le domaine des biens environnementaux. Par exemple, plusieurs pays en développement étaient des exportateurs nets de biens figurant à la fois sur les listes de l'APEC et de l'OCDE, comme l'éthanol qui était exporté par

l'Argentine, la Bolivie, le Brésil et le Guatemala. La CNUCED avait aussi constaté que de nombreux biens environnementaux étaient des biens intermédiaires de base, tels que les filtres, les pompes et les valves, et que les biens figurant sur les listes de l'APEC et de l'OCDE n'étaient pas tous des produits de haute technologie. Elle avait aussi constaté que la plupart des biens qui se classaient au premier rang des biens environnementaux exportés par les pays en développement étaient aussi en tête de leurs importations de biens environnementaux. En outre, elle avait signalé qu'il existait peut-être des possibilités d'augmentation des échanges Sud-Sud de biens environnementaux, et l'on avait constaté lors de l'atelier sur les biens environnementaux que le commerce régional entre les pays en développement pouvait être accru, notamment en Afrique.

87. Les États-Unis ont encouragé les pays en développement à présenter leurs listes à la Session extraordinaire. Ils souhaitent aussi recevoir plus d'informations de la CNUCED sur les avantages que ces négociations pouvaient apporter en matière de développement, notamment dans des domaines tels que la lutte contre la pollution de l'eau, le traitement des eaux usées et le traitement de l'eau potable. Au sujet de l'exposé fait par l'OCDE, ils attendaient avec intérêt le résultat de son dernier projet, qui portait sur les synergies entre la libéralisation des biens environnementaux et celle des services environnementaux. Certaines études de cas seraient aussi réalisées dans le cadre de ce projet, afin d'étudier les avantages que pourrait apporter aux pays en développement l'interaction entre les marchés des biens et ceux des services.

88. Le représentant du Gabon a demandé à la CNUCED si elle pourrait aider son pays à effectuer une étude concernant l'incidence de la libéralisation sur les recettes fiscales et à examiner comment une assistance technique pourrait être apportée aux pays qui subiraient des effets négatifs.

89. Le représentant du Qatar a invité la CNUCED à organiser un atelier dans son pays à l'intention des pays en développement, au sujet des méthodes qui pourraient servir à identifier les biens environnementaux.

90. Le représentant des Communautés européennes s'est dit satisfait que la CNUCED ait déterminé un certain nombre d'objectifs pour les travaux à venir, objectifs que les CE pourraient appuyer. La CNUCED effectuait des travaux très utiles sur les produits écologiquement préférables, et il serait important de se préoccuper des intérêts qu'avaient les pays en développement dans ces négociations. Les CE étaient également satisfaites que l'OCDE ait effectué des travaux dans ce domaine et qu'elle soit en train de terminer une étude qui pourrait enrichir les négociations. Elles encourageaient l'OMD à donner plus de renseignements à la Session extraordinaire sur la question de l'utilisation finale et des PMP. Dans le cadre de l'ATI, certains pays avaient eu recours à des certificats d'utilisation finale. Par ailleurs, les CE estimaient que les tapis tissés à la main, par exemple, étaient classés dans le SH sur la base d'un PMP.

91. Le représentant du Canada a pris note en particulier du fait que 18 pays en développement participaient avec l'OCDE, la CNUCED et le PNUD à divers projets destinés à identifier les biens environnementaux qui les intéressaient du point de vue des exportations. Le Canada encourageait vivement ces pays à faire part du résultat de ces études à la Session extraordinaire, surtout si des produits écologiquement préférables y étaient identifiés. Il attendait aussi avec intérêt les travaux du GTCEE.

92. Le représentant de la CNUCED a dit que les travaux de la CNUCED avaient apporté une contribution aux activités mises en œuvre sur la base d'un projet en Amérique centrale à propos des biens et services environnementaux avec l'aide financière du Département du développement international du Royaume-Uni, et qu'ils avaient aussi beaucoup bénéficié de ces activités. Il a également souligné qu'une Réunion d'experts sur la définition des biens et services environnementaux et leur contribution au commerce et au développement avait eu lieu en juillet 2003. Le résumé de cette réunion établi par le Président avait été mis à la disposition de la Session extraordinaire

(TN/TE/INF/6). Répondant aux observations des États-Unis, la CNUCED a dit que ses statistiques montraient effectivement que les pays en développement, pas nécessairement de façon individuelle mais collectivement, étaient des exportateurs nets de certains articles. Pour être précis, ils exportaient 26 des 182 biens figurant sur les listes combinées de l'APEC et de l'OCDE, et la CNUCED avait la liste de ces 26 biens. Elle a toutefois indiqué que, si l'on examinait les statistiques au niveau à six chiffres du SH, on risquait d'obtenir une surestimation du volume des échanges. Il importait de considérer que neuf pays en développement seulement exportaient des biens environnementaux et que leurs exportations représentaient 90 pour cent du total des exportations réalisées par les pays en développement en 2002. Il y avait diverses explications possibles au fait que les pays en développement étaient importateurs et exportateurs des mêmes biens. Il pouvait y avoir un commerce intra-industriel, mais le constat pouvait aussi résulter des classements larges du SH. La CNUCED s'est félicitée de la proposition de la Chine relative à une "liste pour le développement".

93. Le représentant de l'OCDE a indiqué que les études de cas de l'OCDE relatives aux pays en développement avaient été réalisées par des consultants et non par les gouvernements. Bien que certaines de ces études aient montré que certains biens intéressaient les pays en développement du point de vue des importations et des exportations, il s'agissait d'un résultat accessoire. L'OCDE s'intéressait davantage aux relations entre la libéralisation et les autres types de mesures, telles que la politique environnementale d'un pays. Au sujet du terme "libéralisation", elle a précisé qu'il ne signifiait pas la suppression complète des droits de douane, mais seulement leur réduction. En réponse à la question de la Corée sur les gains procurés par la libéralisation, elle a indiqué qu'il serait possible de les quantifier, mais que cela exigerait une analyse approfondie de l'équilibre général. Pour effectuer une telle analyse, il serait possible de s'adresser au GTAP. L'OCDE était assez sûre d'elle, car ce constat reposait sur des travaux qu'elle avait effectués elle-même et qui révélaient des avantages pour tous les pays. À l'OMC, les débats étaient commerciaux par nature, mais une grande partie des travaux de l'OCDE montrait à quel point il était important pour les pays d'avoir accès aux biens environnementaux pour des raisons autres que commerciales. Ainsi, lors de l'atelier sur les biens environnementaux, M. Moses Ikiara avait montré dans son exposé comment des politiques environnementales bien conçues pouvaient attirer les investissements, c'est-à-dire donner accès à du matériel de lutte contre la pollution, à des services de surveillance, etc.

94. Le représentant de l'OMD a dit, en réponse aux CE, que tout pays avait la faculté de mettre en place au niveau national un système fondé sur les PMP et l'utilisation finale, mais que cette question n'était pas prise en compte dans l'actuelle Convention sur le SH.

95. Le Président a dit qu'il attachait de l'importance aux diverses listes de biens environnementaux qui avaient été présentées à la Session extraordinaire et qu'il était satisfait que plusieurs listes supplémentaires aient été promises pour la réunion suivante. Même si l'on avait examiné, durant la réunion, deux approches au titre de ce point – une approche théorique portant sur les critères et la définition des biens environnementaux, et une approche consistant à présenter des listes –, il pensait qu'elles pouvaient se compléter. Il a encouragé les Membres à rechercher cette complémentarité en présentant leurs listes à la Session extraordinaire, tout en donnant quelques explications sur la méthode employée pour les établir. Les Membres pouvaient s'inspirer pour cela des travaux de la CNUCED, de l'OCDE et de l'APEC.

IV. AUTRES QUESTIONS

96. Le représentant du Japon a proposé que l'invitation *ad hoc* faite à l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) soit renouvelée, mais le représentant de la Malaisie a émis des objections à ce sujet. Aucun consensus n'a été exprimé à la Session extraordinaire sur ce point.

97. Le Président a indiqué que l'invitation *ad hoc* faite à toutes les organisations qui avaient été invitées à la réunion en cours serait renouvelée¹ et qu'il communiquerait la semaine suivante aux délégations la date de la prochaine réunion de la Session extraordinaire.²

¹ La liste de ces organisations figurait dans l'ordre du jour annoté (JOB(04)/145).

² Cette date a été fixée par la suite aux 24 et 25 février 2005.